

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 07-2025-03-12-00005
prescrivant la remise d'une étude de dangers révisée
Union des Distilleries de la Méditerranée
à Vallon- Pont-d'Arc**

Le Préfet de l'Ardèche

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU le décret NOR INTP2520377D du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Benoît TRÉVISANI en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

VU l'étude de dangers transmise le 13 juillet 2016 complétée en novembre 2017 ;

VU les compléments de l'étude de dangers du 7 octobre 2021 et le 28 novembre 2022 ;

VU la tierce expertise du 20 octobre 2023 relative aux mélanges incompatibles ;

VU la note de la direction générale de la prévention des risques du 06/02/2025 relative à l'évolution du logiciel FLUMILOG et la prise en compte de ces évolutions de connaissance dans le traitement des dossiers et des installations classées transmise aux fédérations professionnelles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 juin 2025 ;

VU l'absence d'observation du pétitionnaire consulté par courrier en lettre recommandée du 6 août 2025 et notifié le 11 août 2025 ;

CONSIDÉRANT que les récentes évolutions relatives aux modélisations augmentent significativement les distances d'effets pour l'éthanol en extérieur par rapport aux modélisations faites avec la fiche GT DLI ;

CONSIDÉRANT que les modélisations de feu d'éthanol ont été réalisées avec les fiches GT DLI ;

CONSIDÉRANT que certains scénarios de feu d'éthanol ont des effets hors site ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers de 2016 a fait l'objet de nombreux compléments qui remettent en cause la lisibilité globale de l'étude ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de réviser l'étude de dangers notamment sur les feux d'éthanol et à cette occasion de compiler les données existantes ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société UDM dont le siège social est situé au 431, rue Philippe Lamour à VAUVERT (30600), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Vallon-Pont-d'Arc (071510), route de Ruoms, des installations de distillerie, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Étude de dangers révisée

Une étude de dangers révisée est transmise d'ici le 31/12/2025. Elle répond aux dispositions de l'annexe III-I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et aux dispositions de l'article D. 181-15-2-III du code de l'environnement.

Les modélisations des feux d'éthanol sont réalisés avec le logiciel FLUMILOG dans une version postérieure ou égale à la version 6.0. L'utilisation des fiches GT DLI (groupe de travail relatif aux dépôts de liquides inflammables) pour ces modélisations n'est pas conforme.

Une notice de réexamen répondant aux dispositions de l'article 51 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est jointe à la révision de l'étude de dangers.

Article 3 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-après, relatifs au contentieux.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de LYON par courrier (184, rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 3) ou via le site internet <https://www.telerecours.fr>.

Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de LYON.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Vallon Pont d'Arc pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Vallon Pont d'Arc fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de l'Ardèche, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Vallon Pont d'Arc, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Union des Distilleries de la Méditerranée.

Fait à Privas, le

12 SEP. 2025

Pour le préfet,
le secrétaire général,



John BENMUSSA

